



## **Déclaration liminaire de la CGT EDUC'ACTION du VAR au CTSD du 25 Janvier 2021**

Le 19 Janvier dernier, dans les médias, comme à son habitude, le Ministre Blanquer déclarait « qu'en cas d'aggravation de la situation sanitaire les établissements scolaires seraient les dernières choses à fermer. »

Cette volonté de garder les établissements scolaires ouverts, nous la partageons à la CGT Educ'Action. Mais encore faut-il nous en donner les moyens !

**Or pour l'instant force est de constater que les moyens, nous ne les avons pas, ou plus exactement nous ne les avons plus....**

**L'état de fatigue, l'épuisement même des personnels, révélé à l'occasion de la crise sanitaire est dû en réalité à des années de dégradation de nos conditions de travail.**

Ainsi les conditions de travail des personnels AED se sont dégradées avec la gestion d'un protocole difficilement applicable. Ils sont en première ligne face à l'épidémie comme l'ont montré les chiffres de contamination qui ont été évoqués à l'occasion du CHSCT Académique du 20 janvier dernier.

Mais cela fait longtemps que l'Institution a condamné ces personnels à être jetables et corvéables à merci, en imposant des contrats de 6 ans maximum. Censée offrir de meilleures perspectives, la préprofessionnalisation des AED n'est qu'un leurre pour les personnels et une aubaine pour l'administration qui s'offre des moyens d'enseignement à moindres frais.

Les AED ne sont pas dupes et ils l'ont montré une nouvelle fois en se mobilisant massivement le 19 janvier dernier.

De même pour les personnels AESH, la multiplication des démissions permet de comprendre à quel point ces personnels sont en souffrance : rémunérations indécentes, temps partiels imposés, mobilité dans les PIALs... La crise sanitaire a souligné le mépris et la maltraitance du ministère à leur égard alors qu'il vante sa politique d'inclusion !

**Pour les AED, les AESH et plus généralement pour les personnels précaires, la CGT demande que soit mis en œuvre un véritable plan de titularisation sans condition.**

Plus généralement pour l'ensemble des personnels, après des décennies de perte de pouvoir d'achat lié à l'effet combiné du gel du point d'indice, de l'inflation et de l'évolution des cotisations sociales, le ministre Blanquer a promis suite au Grenelle de

l'Education un rattrapage. Mais celui-ci, toujours hypothétique, se fera sous forme de primes, ne touchera pas tous les personnels et sera soumis à des contreparties qui laisse augurer une détérioration des missions et des statuts.

**La CGT refuse ce chantage inacceptable et exige une véritable revalorisation.**

Et que dire des moyens pour la rentrée prochaine ?

Au niveau national Pour 43 500 élèves de plus dans le second degré à la rentrée 2021, c'est une suppression de presque 1900 postes qui est envisagée... **Alors même qu'il faudrait un véritable plan d'urgence pour les collèges et les lycées pour compenser les effets de la crise sanitaire ... le ministère poursuit et amplifie sa politique d'austérité !**

Ainsi pour notre académie ce seront 20 postes en moins à la rentrée prochaine et un nombre moyen d'élèves par professeur toujours bien supérieur à la moyenne nationale, surtout en collèges.

Pour notre département les montants des DGH que vous nous avez transmis sont édifiants : - 64 h en collègue pour 360 élèves de plus, - 62 h en LP pour 268 élèves de plus et + 12 h seulement en LGT pour 272 élèves de plus.

Mais c'est pire encore lorsque l'on regarde l'évolution des heures postes -92 h en LP, - 173 h en collèges et - 229 h en LGT.

En contrepartie, certes, les HSA sont en augmentation, sans doute pour faire passer la pilule du gel des rémunérations et des suppressions de postes à venir.

**Mais derrière les chiffres, il ne faut pas oublier que ce sont des situations humaines parfois dramatiques qui se profilent.** Avec des collègues qui se mettent à temps partiel pour éviter une mesure de carte scolaire ou un complément de service éloigné ou bien pour préserver leur santé face à des conditions de travail qui se détériorent. D'autres collègues au contraire sont contraints d'accepter pléthore d'heures supplémentaires pour faire vivre leur famille ce qui les conduits parfois jusqu'au surmenage et à la dépression. Sans compter tous ceux qui vont attendre dans l'anxiété de voir si leur poste va être supprimé ou pas d'ici le mois de mars..., un stress qui vient se surajouter à celui déjà intense lié à la situation sanitaire.

En outre, cette année **vous avez décidé de supprimer une catégorie en collègue,** conduisant la moitié des collèges du Var à changer de catégorie et donc à voir leur seuil d'ouverture augmenter et de fait le nombre d'élèves par classe.

Ainsi certains collèges comme le collège Gérard Philippe à Cogolin, seront passé de la catégorie 3 à la catégorie 1 en seulement 3 ans.

**La CGT vous demande, compte tenu de la situation que nous vivons, de sursoir à cette mesure M. le Dasen !**

De même en LGT, vous poursuivez le mode de calcul des DGH entamé il y a deux ans et conduisant les établissements à remplir les classes pour être certain d'avoir un financement total de leur DGH.

**Là encore M. le DASEN la CGT vous demande, au moins pour cette année, de revenir au mode de calcul qui prévalait auparavant pour les LGT.**

**Plus généralement la CGT refuse cette logique d'austérité et réclame un véritable plan d'urgence pour l'éducation. Ainsi nous demandons des classes ne dépassant pas 24 élèves dans le second degré.**

Utopique nous direz-vous ?

Mais Le progrès n'est-il pas finalement l'accomplissement des utopies ?

En effet, puisque la moyenne nationale du nombre d'élèves est de 23,47 en collèges et 24,17 en LGT, nous demandons simplement que ces chiffres s'appliquent véritablement dans nos classes. Les collègues de différents établissements du Var comme le lycée Costebelle à Hyères ou le lycée Janetti à Saint Maximin ont calculé que cette mesure n'entraînerait finalement qu'une augmentation entre 12 et 18 % du montant des dotations horaires selon les établissements.

Enfin les élèves de la voie professionnelle, issus dans leur grande majorité de milieux défavorisés, cumulent les inégalités économiques, sociales, numériques ce qui explique l'importance des «décrocheur·euses» durant le confinement. L'enseignement professionnel a ainsi été particulièrement impacté l'an passé. L'impossibilité de télé-enseigner les gestes professionnels habituellement dispensés en atelier a entraîné une déqualification des élèves.

Or, alors même qu'il faudrait que des moyens exceptionnels soient alloués aux Lycées d'enseignement Professionnels, **vous nous présentez M. le DASEN des DGH en baisse dans les deux tiers des LP du Var.**

Et pour certains établissements la baisse est drastique : **au Lycée Golf Hôtel baisse de 3% de la DGH, à Cisson - 2,6 % et à la Coudoulière -2,2%.**

**Là encore M. le DASEN nous vous demandons en cette période exceptionnelle de faire un effort pour les LP et de ne pas diminuer leur DGH, surtout pour les établissements dont les effectifs augmentent.**

Pour finir, c'est donc pour des postes statutaires et la fin de la précarité, pour une revalorisation salariale sans contrepartie, pour un plan d'urgence et un budget traduisant une véritable ambition éducative que **la CGT Educ'Action appelle à la grève et à la mobilisation de tous les personnels demain mardi 26 Janvier, ainsi que le Jeudi 04 Février au niveau interprofessionnel.**

